

COLÈRE EN SOURDINE DES INDUSTRIELS

Dévaluation insidieuse du dinar ?

La colère bruisse, témoignent des sources sûres, dans les milieux de la sphère économique du pays, notamment les industriels importateurs d'équipements et matières premières. Des décisions économiques importantes pour le pays, qui, plus est, les sanctionnent, sont prises dans le secret, disent-ils.

De peur de représailles par les temps qui courent, bien difficiles pour des hommes d'affaires et autres industriels publics ou privés, les concernés n'osent plus intervenir publiquement pour exposer leurs difficultés. Ils ne savent plus à qui se plaindre.

L'un d'eux, très important au plan économique, que l'on peut, par ailleurs, considérer comme étant bien représentatif, s'est confié en aparté. «Des banquiers nous prennent de l'argent de nos poches. Ils sont en train de casser l'économie nationale par une gestion financière inconsidérée et ils portent gravement atteinte à l'investissement. Nos partenaires étrangers sont sidérés par cette situation», fulmine cet industriel. La colère de notre interlocuteur n'est, semble-t-il, que la partie visible de l'iceberg. Et il continue à déverser son ire «Nous sommes doublement sanctionnés, économiquement et financièrement. Certains acteurs économiques et pas des moindres ont carrément stoppé leurs investissements. Nous perdons des centaines de milliards.»

De quoi s'agit-il ? D'après les explications qui nous ont été fournies, la Banque d'Algérie ne respecte pas la fluctuation du dollar, monnaie de référence du commerce international et de paiement des achats de notre pays. «Cela entraîne des pertes, se chiffrent par milliards pour les importateurs algériens, particulièrement ceux qui règlent leurs achats avec la formule du commerce international CF (coût et fret)», dira notre interlocuteur.

«Lorsque l'euro valait 1,27 dollar, celui-ci (le dollar) a été coté dans notre pays à 72,80 dinars. Quelque temps après, le dollar américain a perdu encore 8 % par rapport à l'euro, pour atteindre 1,37. Or, au lieu de revoir sa valeur d'échange à la baisse par rapport au dinar, c'est le contraire qui s'est produit.

La Banque d'Algérie a décidé de surévaluer le dollar qui s'échangeait à raison de 73 dinars. Sa cotation réelle était de 62 dollars. Ainsi, pour l'achat d'un million de dollars, l'importateur perd 11 millions de dinars», explique cet industriel qui reste convaincu que



Un fonctionnement opaque au plan des décisions financières.

ce comportement de la Banque d'Algérie ne cache, en réalité, qu'une autre décision plus importante, à savoir la dévaluation insidieuse de la monnaie nationale.

En clair, du point de vue commercial, l'importateur passe commande sur la base d'un taux de change de 62 dinars pour un dollar,

mais, au moment du paiement de transfert, il sera obligé d'acheter la monnaie américaine à raison de 73 dinars pour un dollar, sachant que le dollar n'a pas entre-temps connu de changement de cotation. Son banquier enrichit sans motif la devise de paiement.

De plus, ses prévisions

budgétaires seront faussées. Contacté par nos soins, un spécialiste de la finance ne va pas jusqu'à dire qu'il y a une crise financière grave dans notre pays. Il juge cependant la situation préoccupante.

Notre interlocuteur, qui tient à garder l'anonymat — décidément un problème de libre expression se pose

parmi les grands acteurs économiques du pays — ne manque pas de fustiger les pouvoirs publics accusés, d'après lui, pour le fonctionnement opaque au plan de décisions financières importantes pour le pays.

En effet, il rejoint l'avis de l'homme d'affaires. «Cela ne fait aucun doute, les autorités ont discrètement dévalué le dinar», dira-t-il au téléphone. Il ne manque pas d'arguments à ce propos.

Notre correspondant s'étonne en effet que la Banque d'Algérie garde la valeur de 73 dinars contre un dollar, alors que sa cotation réelle tourne entre 65 et 66 dinars.

Faisant le parallèle entre la baisse du prix du pétrole, qui a subi une dégringolade de 2/3 des prix de référence de septembre 2008, et cette dévaluation, qui ne dit pas son nom, il note : «Les autorités affirment qu'en matière de financement du développement et des importations, nous sommes à l'abri pour les 5 prochaines années. C'est quoi 5 ans pour un pays ? Rien du tout ! Il était plus sage de dire la vérité au peuple.

D'une manière ou d'une autre, la crise touchera également notre pays. Elle le touche.»

Abachi L.

CHÉRIF RAHMANI À CONSTANTINE :

«Le manque de financement retarde la livraison d'une centaine d'hôtels»

Près du tiers des projets hôteliers est en souffrance à cause du manque de financement. C'est ce qu'a révélé le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, M. Chérif Rahmani, en marge d'une visite de travail effectuée, hier, à Constantine.

Une brève tournée que le ministre devait consacrer à l'inspection du nouveau centre d'enfouissement technique et au chantier d'un hôtel, quatre étoiles, appartenant à un privé de la région. Ceci, avant de se diriger vers le siège du bureau local du RND. Son agenda a inclu plusieurs autres points dans le cadre de la campagne électorale. En tout état de cause, M. Rahmani n'a pas manqué, en improvisant un point de presse, de réitérer l'engage-

ment du gouvernement à faire du tourisme une priorité dans les années à venir. «L'Algérie dispose de grandes potentialités touristiques et notre démarche s'appuie sur la promotion de cette destination, par la sensibilisation et l'amélioration de la qualité du service.

Et pour concrétiser cette démarche, nous allons lancer cette année deux écoles d'hôtellerie, à Tipasa et à Aïn-Témouchent », affirmera-t-il. Et d'enchaîner : «Le tourisme est une source importan-



Chérif Rahmani.

Photo : Samir Sid.

te de devises, d'où la nécessité de veiller à ce que le secteur soit productif.» Dans ce sens, le représentant du gouvernement a avancé que «l'Etat a décidé de puiser dans le Trésor public pour financer la réhabilitation de 12 grands hôtels. L'étude de ce projet de réhabilitation est achevée et il ne reste que le lancement des avis d'appel d'offres», déclarera-t-il. M.

Rahmani, qui n'a pas révélé la liste des hôtels concernés, a néanmoins précisé que son département aurait recensé, au terme de l'année courante, 350 hôtels et motels en construction, dont le tiers de ces infrastructures d'hébergement, appartenant pour la

plupart à des privés, accuse des retards considérables pour manque de financement.

Par ailleurs, le ministre a évoqué une éventuelle coopération avec la Banque mondiale, pour la formation dans le domaine du traitement des déchets. «Nous avons formé 2 500 agents par nos propres moyens et nous sommes sur le point de signer des accords avec la Banque mondiale pour former les cadres devant gérer le traitement des déchets, à travers les 120 centres d'enfouissement technique du pays, dont une partie importante est fonctionnelle», conclura-t-il.

L. H.

À PARTIR DU 1^{er} AVRIL 2009

Seuls les chèques normalisés seront valables

Les chèques non normalisés qui seront émis après le 31 mars 2009 ne seront plus valables.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué, l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) informe le public qu'après cette date aucun chèque ne sera accepté comme moyen de paiement. La validité des chèques non normalisés cesse ainsi dès le 1^{er} avril prochain conformément à des dispositions réglementaires. A

la différence d'un chèque classique, le chèque normalisé est confectionné sur un papier spécial infalsifiable et porte un numéro de code que tous les banquiers peuvent lire. En d'autres termes, il est confectionné en respectant une norme. Ce chèque est lu par un scanner de dernière génération à la différence d'un chèque classique qui était traité manuelle-

ment. Selon l'Abef, la cessation de validité des chèques non normalisés ne constitue que l'aboutissement d'un processus entamé depuis 2005. Ce processus a permis, de manière progressive, aux clients (particuliers, entreprises...) de renouveler leurs chèquiers en obtenant des chèques normalisés, remplaçant ainsi leurs chèques classiques. Au niveau de cette instance, l'on considère qu'à 99,99%, les chèques en usage sont norma-

lisés. Toutefois, si certains usagers, en nombre infime, détiennent encore des chèques non uniformisés, ils devront se présenter rapidement à leurs agences bancaires pour obtenir des chèquiers valables. A condition que les clients obtiennent rapidement leurs chèquiers et n'attendent pas des mois comme cela se passe actuellement. Selon cette association, l'opération de substitution des chèques a constitué un goulot

d'étranglement pour la fabrication des chèquiers. Cela d'autant que la fabrication des carnets de chèques est concentrée dans deux points seulement, par mesure de sécurité, en veillant cependant à satisfaire une demande forte. Néanmoins, l'on estime que la lenteur a eu comme contrepartie la crédibilisation de l'opération et que beaucoup d'efforts ont été accomplis en ce sens.

C. B.